



# La crise mondiale et la sécurité alimentaire



## LES RÉPERCUSSIONS SUR LES MOYENS D'EXISTENCE ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La crise financière et économique mondiale fait que, en 2009, 100 millions de personnes supplémentaires souffrent de la faim, portant ainsi le nombre total de sous-alimentés à plus d'un milliard. À cause d'elle, les moyens de subsistance et l'accès à l'alimentation des personnes qui ont perdu leur travail et leurs revenus (y compris les envois de fonds) se trouvent menacés. Il en va de même pour les autres membres de leurs familles, désormais contraints de les soutenir.

Les pays en développement ont vu leurs marchés à l'exportation se contracter tandis que les rentrées de capitaux, aide au développement y compris, sont également en péril. Depuis 2006, les prix des semences et des engrais (et d'autres intrants) ont plus que doublé dans le secteur agricole. Les cultivateurs pauvres, qui n'ont qu'un accès limité aux crédits et aux marchés agricoles, n'ont pas pu tirer parti de la hausse des prix des produits et, sans soutien, ont du mal à faire face à la situation.

Cette dramatique évolution a aggravé l'insécurité alimentaire mondiale, jusqu'à menacer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier le premier qui était de réduire de moitié d'ici à 2015 la prévalence de la faim. Le pourcentage de personnes sous-alimentées, qui était passé de 18 pour cent en 1995-97 à 16 pour cent en 2004-06, atteignait 19 pour cent en 2009. Cette augmentation souligne combien il est nécessaire de résoudre rapidement et

efficacement les causes premières de la faim dans le monde.

L'actuel ralentissement économique mondial, faisant suite à la hausse vertigineuse des prix alimentaires des années 2007-2008, est la cause essentielle de cette forte augmentation du nombre de sous-alimentés. Pour les plus pauvres, il est synonyme de réduction des revenus et des possibilités d'emploi, et restreint considérablement leur accès à la nourriture. Disposant désormais de moindres rentrées, il leur est plus difficile de se procurer des aliments, particulièrement du fait que, historiquement parlant, les prix restent encore élevés. Si, au niveau international, ils sont en retrait par rapport à leurs sommets de la mi-2008, ceux actuellement pratiqués sur les marchés locaux de nombreux pays en développement n'ont pas bénéficié d'une même baisse. En septembre 2009, en valeur constante, les prix intérieurs des aliments de base était en moyenne supérieurs de 20 pour cent à ceux d'il y a deux ans.

Outre ces préoccupations humanitaires, la faim menace également directement le développement. Confrontés à l'insécurité alimentaire, les ménages s'efforcent de maintenir leurs revenus en adoptant des stratégies d'adaptation négatives, comme par exemple en vendant leurs outils de production, en se laissant piéger par les dettes, en arrêtant la scolarité de leurs enfants, en s'engageant dans des activités illicites, en recourant au travail des mineurs ou en se trouvant contraints de migrer. Au pire, certains échouent dans la plus noire des misères, ce qui ne fait qu'exacerber les conflits. De plus, quand les prix alimentaires augmentent ou que les revenus baissent, les individus ont tendance à réduire leurs

dépenses de santé essentielles et de se détourner des aliments riches en protéines et éléments nutritifs tels que la viande, les produits laitiers, ou bien encore les fruits et les légumes.

## LA RÉPONSE À LA CRISE

Il est largement reconnu que des investissements supplémentaires significatifs sont indispensables pour éliminer la pauvreté et assurer la sécurité alimentaire des pays en développement. La FAO estime que, pour satisfaire à la demande alimentaire en 2050, des investissements annuels bruts de 209 milliards USD en moyenne seront nécessaires dans les activités agricoles primaires et les services en aval (comme par exemple les installations de stockage et de commercialisation), soit une augmentation de presque 50 pour cent par rapport aux niveaux actuels. Des investissements publics additionnels seront requis à la fois dans la recherche agricole, les infrastructures et les filets de sécurité. Même si cette somme totale devrait être disponible, il sera cependant nécessaire de régler dans les meilleurs temps et de façon appropriée un autre problème très important, trop souvent négligé: celui des besoins spécifiques des petits propriétaires exploitants. La solution structurelle qui permettrait de combattre efficacement la faim et la pauvreté dans le monde serait d'accroître la production et la productivité au sein des pays en développement et notamment celles des petits cultivateurs.

En cas de crise humanitaire, des systèmes d'alerte rapide et des mécanismes de financement d'urgence bien établis existent; le Fonds central d'intervention

d'urgence des Nations Unies (CERF) a déjà fait la preuve de son efficacité en ce domaine. Cependant, les mécanismes de financement humanitaire n'ont pas été conçus pour prévenir ou réduire l'impact sur l'agriculture de crises causées par des chocs économiques et ne permettent pas de 'reconstruire en mieux', tandis que les sources et mécanismes existants d'investissement agricole réagissent trop lentement face aux événements qui viennent saper la sécurité alimentaire.

La pratique consistant à affecter les aides au développement international à des interventions purement sectorielles, qui n'accorde pas assez d'attention aux besoins globaux des petits propriétaires exploitants, est l'une des causes principales de leur manque d'accès aux ressources appropriées et aux intrants indispensables pour préserver leur capacité de production en temps de crise. De plus, la portée limitée et l'arrivée tardive des fonds d'urgence fait qu'il est difficile de lutter contre les flambées de maladies et les invasions de ravageurs affectant les cultures et les animaux, alors que le coût de ces mesures est généralement bien moindre que les pertes économiques engendrées.

Afin de répondre à ces défis, la communauté internationale a adopté une méthode exhaustive visant à améliorer la sécurité alimentaire et qui couvre ces quatre dimensions: disponibilité, stabilité, accès et utilisation. En vertu de cette approche,

les investissements publics en faveur de la productivité et les mesures de soutien à la résilience constituent deux éléments clés de la réponse à la crise. Ainsi, des investissements pour la protection contre les glissements de terrain, le terrassement et le creusement de tranchées sur les versants instables pour la collecte d'eau, la foresterie et l'agroforesterie participatives, la restauration des terres dégradées, le renforcement des compétences et l'amélioration de la fertilité des sols font-ils partie intégrante des filets de sécurité fondés sur la productivité et sur des stratégies en faveur de moyens d'existence durables au sein des pays exposés aux chocs, dont une grande partie des terres agricoles sont dégradées.

Il est impératif de disposer de mécanismes de réponse aux crises mieux coordonnés et plus rapides, qui traitent toutes les dimensions de la sécurité alimentaire.

## LES INITIATIVES DES IFI

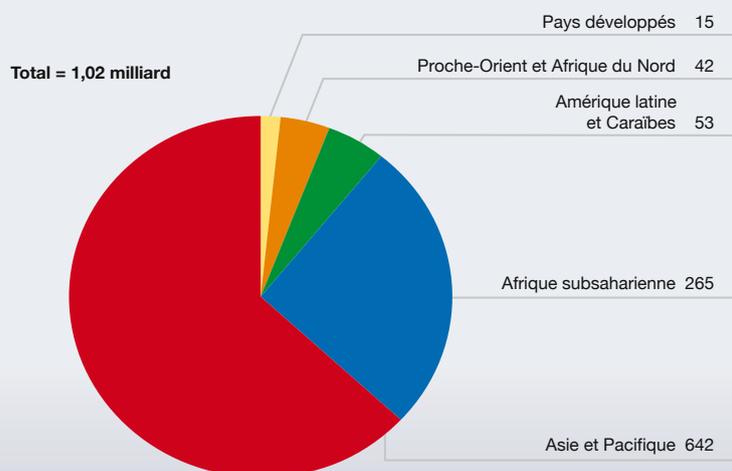
Depuis 1989, la Banque mondiale a consenti des prêts de redressement d'urgence d'un montant de 11,4 milliards USD mais, bien souvent, leur traitement administratif pouvait prendre jusqu'à 12 mois. En 2007, un nouveau cadre a été mis en place, permettant d'octroyer des prêts à procédure accélérée, d'une durée de

traitement maximale de 3 mois. Le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale sur 3 ans (GFRP) a été élaboré au mois de mai 2008 conformément à ce nouveau cadre, nanti de 2 milliards USD. Il propose des prêts à procédure rapide afin de traiter les besoins de développement et immédiats de pays durement frappés par la hausse des prix alimentaires. Ce type de procédure s'applique également à l'aide technique et financière de 83 millions USD fournie par la Facilité mondiale pour la réduction des catastrophes et la reconstruction (GFDRR) dont l'objectif est d'aider les pays exposés aux catastrophes à réduire leur vulnérabilité et à s'adapter au changement climatique.

L'Option de tirage différé (DDO) en cas de catastrophe, créée en 2008, propose des prêts-relais aux pays victimes de catastrophes naturelles, et qui ont déclaré l'état d'urgence; ils peuvent atteindre 500 millions USD par pays. Le Programme mondial de lutte contre la grippe aviaire et de préparation et de riposte à une pandémie humaine (GPAI) – un programme de prêts à procédure rapide de la Banque mondiale de 1 milliard USD – et le Mécanisme de financement de la lutte contre la grippe aviaire et humaine (AHIF) – un programme de subventions de donateurs multiples administré par la Banque mondiale d'un montant de 126 millions USD – aident les pays clients à faire face à des épidémies causées par des virus aviaires et à se préparer et réagir face à une éventuelle pandémie de grippe humaine.

Au mois d'avril 2008, le Fonds international pour le développement agricole a mis à disposition quelque 200 millions USD sur prêts et subventions existants afin de dynamiser immédiatement la production agricole des pays en développement confrontés à la hausse des prix alimentaires et la baisse de leurs stocks. Cette mesure n'a été conçue ni comme un secours d'urgence, ni comme une aide alimentaire ou un filet de sécurité sociale, mais plutôt comme une mesure venant en accompagnement de celles mises en

Figure 1: La sous-alimentation en 2009 par région (en millions)



Source: FAO

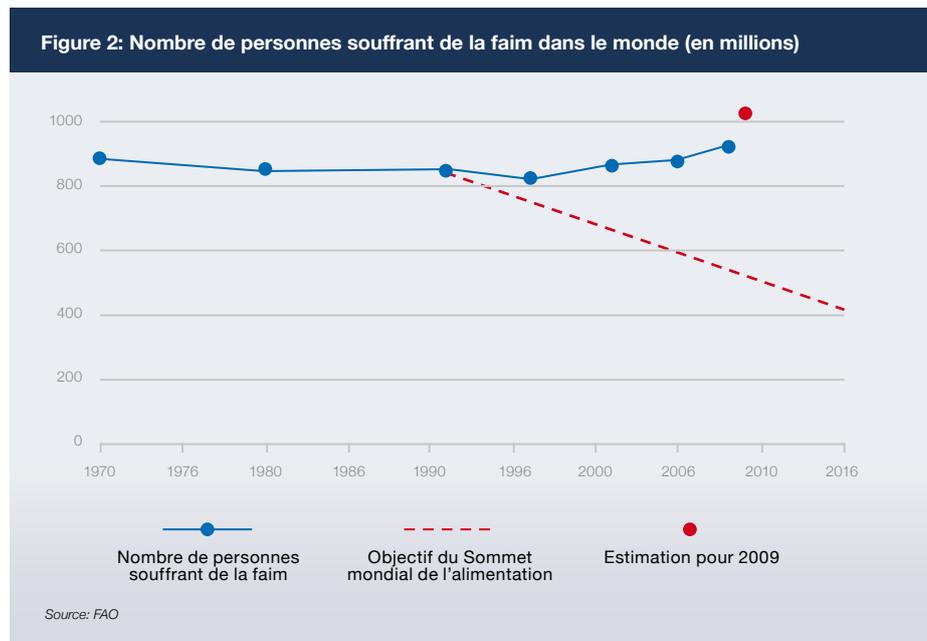
œuvre par d'autres partenaires. Le Fonds a pris des dispositions pour que la procédure accélérée puisse s'y appliquer.

D'autres IFI de premier plan ont également approuvé d'importantes dotations de fonds afin de traiter les besoins immédiats des pays touchés par la crise alimentaire; tel est le cas de la Banque interaméricaine de développement, qui a approuvé une ligne de crédit de 500 millions USD en septembre 2008, de la Banque africaine de développement (BAD) qui a engagé 1 milliard USD en mai 2008, de la Banque asiatique de développement qui a alloué 500 millions USD en juillet 2008, et de la Banque islamique de développement (BID) qui a engagé 1,5 milliard USD sur les 5 prochaines années.

### PRÉSERVER LA PRODUCTIVITÉ DES PETITS EXPLOITANTS

Les exploitations commerciales des pays développés peuvent toujours assurer leur outil de production et leurs cultures contre le vol, l'incendie et les pertes dues aux événements climatiques. Elles peuvent également utiliser les marchés des produits de base pour se couvrir contre le risque de fluctuation des cours. Les assurances contre les intempéries et les bourses de marchandises constituent deux mécanismes actuellement en cours de mise en œuvre dans un certain nombre de pays en développement; il est cependant encore trop tôt pour juger de leur efficacité.

Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) est un outil élaboré par les Nations Unies afin de préparer le terrain pour le financement d'actions humanitaires. Il a été établi en 2005 afin d'améliorer le précédent Fonds central autorenewable d'urgence (FCAU), en lui rajoutant une composante subventions fondée sur les contributions bénévoles de gouvernements et d'organisations du secteur privé. Cette composante comprend deux volets, le premier pour les réponses rapides et le second pour les urgences insuffisamment financées. Elle vise à mobiliser 450 millions USD chaque année, dont



les trois tiers pour le premier et le dernier tiers pour le second volet (les « urgences oubliées »). Les Nations Unies et ses agences, fonds et programmes spécialisés, ainsi que l'Organisation internationale de la migration (IOM), peuvent prétendre bénéficier de ces prêts et subventions.

Au mois de décembre 2007, la FAO a lancé son initiative sur la flambée des prix des aliments (ISFP) en vue d'aider les pays les plus touchés à faire face à la situation. Son principal objectif est de faciliter l'accès des exploitants agricoles aux intrants (semences, engrais, aliments pour animaux, etc.) essentiellement dans les pays à faibles revenus souffrant de déficit vivrier. L'ISFP, par le biais d'un processus de consultation mené au niveau national comprenant également des missions d'évaluation des besoins, a répertorié un certain nombre d'interventions qu'il conviendrait de mener sur le court terme afin de répondre à la hausse des prix et aux restrictions budgétaires; elle a ainsi pu mobiliser quelque 400 millions USD en financements de réponse, dont une partie issue de ses fonds propres et de contributions bénévoles de fonds fiduciaires (par exemple du programme de 'Facilité alimentaire' de l'UE).

En 2008, le Programme alimentaire mondial (PAM) a intensifié ses activités afin de satisfaire aux demandes urgentes de nations frappées par la flambée des prix alimentaires, la rareté des denrées et des émeutes de la faim; elles ont pu atteindre plus de 100 millions de personnes et mobiliser plus de 5,1 milliards USD. Il convient également de citer parmi ses activités, l'expansion de programmes d'alimentation en milieu scolaire, la fourniture de rations complémentaires d'aliments nutritifs, le renforcement des programmes de sécurité visant à protéger les moyens d'existence, l'octroi d'aides alimentaires dans les zones urbaines et périurbaines, l'élargissement des programmes de bons et les transferts monétaires pour faciliter l'accès au marché alimentaire ainsi que la distribution de rations ciblées en faveur des groupes vulnérables. En outre, dans le cadre de ses opérations et programmes d'alimentation en milieu scolaire, le PAM achète de plus en plus d'aliments produits localement (l'initiative « Achats pour le progrès »).

En avril 2008, en réponse à la crise des prix alimentaires, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-Moon a constitué

L'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (HLTF). Elle est co-présidée par le Directeur général de la FAO et compte parmi ses membres les responsables des diverses agences, fonds et programmes des Nations Unies et ceux des institutions de Bretton Woods. Son but principal est de favoriser une réponse unifiée et intégrale afin de d'accomplir l'objectif de sécurité alimentaire planétaire. Le HLTF a préparé un cadre d'action exhaustif afin d'attirer l'attention sur la nécessité de satisfaire les besoins immédiats des populations vulnérables, tout en encourageant les mesures visant à renforcer leur résilience et à contribuer à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale sur le plus long terme.

### **FACILITÉ ALIMENTAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE**

En 2008, l'Union européenne (l'UE) a établi une 'facilité alimentaire' dotée de 1 milliard EUR dont l'objectif est de financer les mesures visant à soutenir une réponse rapide et directe à la volatilité des prix alimentaires au sein des pays en développement; elle concerne essentiellement la période allant entre l'octroi de l'aide d'urgence et celle de la mise en œuvre d'une coopération au développement sur le moyen et long termes. Elle se concentre sur les programmes qui ont une incidence rapide, mais néanmoins durable, sur la sécurité alimentaire. Grâce à un mécanisme de coordination innovant, les agences des Nations Unies et la Banque mondiale coopèrent actuellement afin d'évaluer les besoins des différents pays et comparer leurs forces organisationnelles. De 2008 à 2011, les activités conduites sous l'égide de la 'facilité' se focaliseront sur l'amélioration de l'accès des exploitants

agricoles à des intrants et services de qualité, et s'emploieront à dynamiser la production et à offrir des filets de sécurité aux groupes vulnérables.

### **RENOUVELER LES STRUCTURES MONDIALES DE GOUVERNANCE**

L'on a récemment assisté à un regain d'intérêt pour la proposition de revoir entièrement les structures mondiales de gouvernance en matière de sécurité alimentaire; des appels ont ainsi été lancés demandant l'établissement d'un partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Ce système rénové devrait se fonder sur les institutions existantes et les réformer afin de mieux traiter les facteurs structurels de long terme, eux-mêmes à l'origine de la faim et de la malnutrition, ainsi que pour répondre de façon plus efficace aux crises affectant l'agriculture et la sécurité alimentaire. L'idée fondamentale serait de redéfinir et d'améliorer la coordination entre les institutions et les mécanismes existants de façon à faire plus efficacement face aux défis actuels et émergents.

Dans cette optique, les membres du Comité de la sécurité alimentaire mondiale ont convenu lors de leur 35e session à Rome (du 14 au 17 octobre 2009) de procéder à une vaste réforme de leur structure pour qu'elle s'impose comme la plate-forme internationale et intergouvernementale élargie incontournable en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, devenant ainsi le socle même du Partenariat mondial.

Ces réformes ont été conçues pour permettre au Comité de réorienter sa vision et ses activités de façon à jouer le rôle de forum de débats et de

convergence politiques et à faciliter la prise de mesures pertinentes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition par les gouvernements, les représentants des agences des Nations Unies et ceux d'autres organisations intergouvernementales et de la société civile. Il aura ainsi pour tâche de soutenir les programmes et les initiatives nationaux de lutte contre la faim, de veiller à ce que toutes les voix puissent se faire entendre et de renforcer les liens aux niveaux régional, national et local. Le Comité bénéficiera en outre du soutien d'un Groupe d'experts de haut niveau qui fera office d'organisme scientifique de conseil chargé de communiquer des données concrètes et les connaissances les plus avancées sur lesquelles fonder les décisions.

### **CONSIDÉRATIONS D'ORDRE POLITIQUE**

- ▶ Qu'avons-nous appris des caractéristiques de la crise économique et financière actuelle sur les risques en matière de sécurité alimentaire auxquels, sur le moyen terme, les pays en développement pourraient être confrontés?
- ▶ Quelles ont été les carences les plus criantes des mécanismes de réponse existants?
- ▶ Quels ajustements conviendrait-il d'apporter à ces mécanismes afin de garantir des réponses plus rapides et plus adéquates?
- ▶ Quel pourrait être le mécanisme le mieux à même de rationaliser et de coordonner les réactions aux divers aspects des futures crises de sécurité alimentaire qui menacent de réduire la productivité des petits exploitants?

Pour toute information complémentaire:



**Sommet mondial sur la sécurité alimentaire**  
Rome 16-18 novembre 2009

#### **Secrétariat de la Sommet mondial sur la sécurité alimentaire**

Bureau du Sous-directeur général  
Département de la gestion des ressources naturelles  
et de l'environnement  
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie

Tel: (+39) 06 570 53101  
Télécopie: (+39) 06 570 56172  
Courriel: wsfs2009-secretariat@fao.org

